



COMMISSION DE  
L'OCÉAN INDIEN

**Revue de presse  
du 05 au 11 Mai 2018**

*Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI*

## Sommaire

### I. COI et ses projets

<b>1.1</b>	<b>Interview du SG sur les énergies renouvelables</b> .....	<b>3</b>
○	Hamada Madi: "N'ayons pas de doute, l'indianocéanie relèvera bien le défi de la transition énergétique"	
○	Hamada Madi, Secrétaire général de la Commission de l'Océan Indien « Le forum des énergies durables se veut être un lieu de rencontres et d'affaires	
<b>1.2</b>	<b>Energies renouvelables</b> .....	<b>10</b>
○	Denis Levy-Coi énergies : « Nous soutenons les États membres dans leur transition énergétique »	
<b>1.3</b>	<b>Tourisme</b> .....	<b>12</b>
○	Iles Vanille L'obstacle aérien	

### II. Centres d'intérêts

<b>1.1</b>	<b>Biodiversité</b> .....	<b>16</b>
○	Connaissance et gestion des espèces exotiques envahissantes (EEE) dans les Iles du Sud Ouest de l'Océan Indien	
<b>1.2</b>	<b>Biodiversité Marine</b> .....	<b>18</b>
○	Third International Year of the Reef launch on May 9	
<b>1.3</b>	<b>Changement Climatique</b> .....	<b>20</b>
○	Effets néfastes du changement climatique: Les secteurs économiques les plus touchés	
<b>1.4</b>	<b>Coopération</b> .....	<b>21</b>
○	Marjaana Sall : «Le partenariat avec l'UE propulsera Maurice au statut de pays à revenu élevé»	
<b>1.2</b>	<b>Développement Durable</b> .....	<b>25</b>
○	Questions à Karuna Rana, coordinatrice du Commonwealth Youth Climate Change Network « la plupart des déchets plastique collectes n'étaient plus recyclables »	
<b>1.5</b>	<b>Économie Bleue</b> .....	<b>26</b>
○	Économie bleue : Vers la mise en œuvre d'une stratégie nationale	
<b>1.6</b>	<b>Environnement</b> .....	<b>28</b>
○	Madagascar: replanter la mangrove pour améliorer le quotidien des pêcheurs	
<b>1.7</b>	<b>Genre</b> .....	<b>30</b>
○	[Vidéo] Genre : Le ministère et l'Union européenne renforcent le dialogue	
<b>1.8</b>	<b>Tourisme</b> .....	<b>31</b>
○	Une politique nationale de tourisme durable pour relancer le secteur	

# COI et ses Projets

Interview du Secrétaire Général de la COI

**Al-watwan**  
LA PRESSE QUOTIDIENNE

07 Mai 2018

[https://alwatwan.net/politique/"n'ayons-pas-de-doute,-l'indianocéanie-relèvera-bien-le-défi-de-la-transition-énergétique".html](https://alwatwan.net/politique/)

## Hamada Madi: "N'ayons pas de doute, l'indianocéanie relèvera bien le défi de la transition énergétique"



À la fin de ce mois, la Coi va accueillir ses États membres pour le premier forum régional des énergies durables après avoir tenu son comité de pilotage du programme COI-ENERGIES au début de mars dernier. Dans une interview accordée à Al-watwan, le secrétaire général de la Coi,

Hamada Madi, parle dudit forum à travers ses axes, des énergies renouvelables dans la région, de son dernier comité de pilotage.

**La Commission de l'océan Indien (Coi), à travers son projet COI-ENERGIES financé par l'Union européenne, organise, du 28 au 30 mai à Maurice, son premier Forum régional des énergies durables. Pourquoi cette initiative ?**

Le Forum régional des énergies durables est organisé par la Commission de l'océan Indien dans le cadre de son programme ENERGIES financé par le 10ème Fonds européen de développement, le FED. Le principal objectif de cette manifestation qui, rappelons-le, est une première pour la région, est de mettre en réseau les professionnels engagés dans le domaine des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique dans nos Etats membres afin qu'ils puissent partager les derniers développements en matière de gouvernance de l'énergie, d'intégration des énergies renouvelables dans les systèmes électriques et d'amélioration de l'efficacité énergétique des différents secteurs de l'économie. Ces sujets sont d'autant plus d'actualité que les États membres de la COI dépendent à plus de 80% d'énergies fossiles importées. Cela a des implications non seulement pour la balance de paiements de ces pays, mais aussi en termes de changement climatique, lequel affecte davantage les Petits Etats Insulaires en Développement comme les nôtres. Il faut également souligner que ce Forum aboutira à la création d'un Cluster d'entreprises et de centres de recherche au niveau de nos Etats membres afin de dynamiser les échanges entre eux.

## **Sur quels et combien d'axes vont porter les échanges de ces trois jours de travail avec la participation de tous les pays membres de la COI ?**

Les interventions et discussions s'axeront autour de trois sujets principaux. D'abord sur la gouvernance, l'environnement réglementaire et le climat des affaires pour l'accès à l'énergie. Ce qui permettra d'avoir la définition et la mise en œuvre de stratégies énergétiques visant les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. Ensuite les participants vont échanger sur l'intégration des énergies renouvelables dans les systèmes électriques. Pour enfin étudier l'efficacité énergétique dans l'industrie et le secteur du bâtiment en particulier.

## **Peut-on dire que cette rencontre sera un premier dialogue public-privé dans l'Indianocéanie?**

Cette manifestation se veut être avant tout une plateforme "business-to-business" (B2B). La raison est simple : le secteur privé est un acteur central du développement de l'accès universel à l'énergie, des énergies renouvelables et de la performance énergétique. En les mettant ainsi en réseau notre objectif est de créer un écosystème régional des énergies durables. Cela étant dit, nous ambitionnons de créer des liens durables entre tous les acteurs de la filière, qu'ils soient les représentants des organismes de régulation, les représentants des administrations en charge de l'énergie, les sociétés nationales d'électricité, ou encore les acteurs publics et privés de la recherche et de l'innovation.

## **Ce rendez-vous régional bénéficiera du soutien de l'agence française de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME). En quoi consistera essentiellement son assistance à ce forum ?**

D'une part l'ADEME co-finance les dépenses liées à ce Forum. D'autre part, des représentants de l'ADEME interviendront lors de cette manifestation. Il y aura même un stand ADEME dans le hall d'exhibition du Forum.

## **Le comité de pilotage du programme COI-ENERGIES, financé par l'Union européenne, s'est tenu les 6 et 7 mars dernier. Quelles sont les conclusions de cette rencontre ?**

Lors du dernier comité de pilotage du Programme les représentants des Etats membres ainsi que ceux de la Délégation de l'Union européenne ont approuvé le programme de travail du projet ENERGIES de la COI jusqu'à Juin 2019.

**Y-a-t-il déjà un pays membre de la COI qui aurait enregistré plus d'avancées en matière d'énergies renouvelables dans le cadre du programme COI-ENERGIES ?**

Globalement, il est certain que La Réunion possède une avance significative en termes d'intégration des énergies renouvelables dans son système électrique et d'efficacité énergétique. Les énergies renouvelables y représentaient déjà 34,1% de l'électricité produite en 2016. Autre exemple, le gouvernement Comorien a réaffirmé son engagement pour l'augmentation de la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique comorien à 50% d'ici 2030. C'est extrêmement encourageant de voir qu'en Indianocéanie, malgré les réalités financières variées de nos Etats membres, chacun tend vers des objectifs communs.

**Trois projets énergétiques ont été lancés en Union des Comores par COI-ENERGIES. Quelle appréciation faites-vous de leur exécution ?**

Trois projets ont effectivement été lancés aux Comores sous la composante "appel à propositions du programme COI-ENERGIES" qui vise à cofinancer des projets de production d'électricité à partir d'énergies renouvelables. Le premier, qui est porté par Initiative Développement, ambitionne l'émergence d'une filière locale de fabrication et de distribution de cuiseurs autonomes sur l'île de Ndzuwani afin de diminuer la demande en bois pour la production d'énergie. Ainsi, 2,500 cuiseurs autonomes seront distribués à la population de Ndzuwani et un plan d'action forêt/énergie sera élaboré. Le deuxième projet, également porté par Initiative Développement avec Cœur de Forêt, vise à améliorer les pratiques de distillation des producteurs-distillateurs d'ylang-ylang de manière à les rendre plus efficaces en termes d'énergie. Cela implique notamment la distribution de 55 Unités de Distillation à foyer économe (dont 40 à Ndzuawani et 10 à Mwali) et la formation de distillateurs à leur utilisation. Le troisième projet est centré autour de la réalisation d'une mini- centrale électrique alimentée par le gaz issu de la biomasse contenue dans les déchets traités à Moroni avec le Bureau Géologique des Comores et la mairie de Moroni. Concernant leur exécution, il faudra attendre la fin de la période de mise en œuvre pour avoir une estimation complète.

**À l'heure actuelle, n'y a-t-il pas un pays membre de la COI qui ne bénéficie pas au moins un projet d'énergies durables ?**

Tous les pays de la région, sans exception, font de leur mieux pour réduire leur dépendance sur les énergies fossiles en exploitant le soleil, le vent, l'eau et la biomasse. Il faut toutefois tenir compte de certaines contraintes techniques et financières qui freinent parfois cette transition énergétique si nécessaire mais le fait demeure que l'avènement de celle-ci est inévitable.

**Comment situez-vous les pays de la COI en matière d'énergie renouvelable par rapport au dernier rapport relatif aux statistiques de capacité renouvelable de 2018 publié par l'agence internationale des énergies renouvelables (IRENA)?**

Je ne me hasarderai pas à tirer des conclusions à ce stade mais je conseille vivement à tout un chacun de consulter ce document : ([https://www.connaissancedesenergies.org/sites/default/files/pdf-pt-vue/irena\\_re\\_capacity\\_statistics\\_2018.pdf](https://www.connaissancedesenergies.org/sites/default/files/pdf-pt-vue/irena_re_capacity_statistics_2018.pdf)). Il contient des statistiques extrêmement détaillées sur l'utilisation des différentes formes d'énergies renouvelables (hydraulique, éolienne, solaire, bioénergie, etc.) dans pratiquement chaque pays de la planète.

**L'année 2030 reste une date butoir des projets pour presque tous les pays de la planète en matière d'énergies durables. La région indianocéanique sera-t-elle au rendez-vous vu les avancées des chantiers ?**

Je n'ai aucun doute qu'elle le sera. La transition énergétique est tout simplement l'un des défis majeurs de notre ère ! Le changement climatique va aller en s'accélération, surtout dans les pays insulaires comme les nôtres qui sont particulièrement vulnérables. Un autre élément de réponse important réside dans le fait que les coûts associés aux énergies propres diminuent rapidement, arrivant même dans certains cas à parité avec les énergies fossiles. Le choix s'imposera dès lors comme une évidence. N'ayons pas de doute, l'indianocéanie relèvera bien le défi de la transition énergétique !

**Nazir Nazi**

## Hamada Madi, Secrétaire général de la Commission de l'Océan Indien « Le forum des énergies durables se veut être un lieu de rencontres et d'affaires »



La Commission de l'Océan Indien organise du 28 au 30 mai à l'île Maurice, le forum régional des énergies durables. L'occasion pour le secrétaire général de la COI, Hamada Madi, de faire le point sur ce grand rendez-vous régional mais aussi de revenir sur les énergies renouvelables dans l'Océan indien. Interview

accordée à La Gazette / HZK-Presses.

### Question : Pourquoi organiser un Forum régional des énergies durables ?

Hamada Madi : Ce Forum, qui se tiendra du 28 au 30 mai à Maurice, est l'initiative de la Commission de l'Océan Indien dans le cadre son programme COI-ENERGIES, financé par l'Union européenne. Le but essentiel de ce forum, c'est de mettre en place un réseau de professionnels qui va réunir à l'intérieur de la région de la COI, mais aussi au-delà, autorités publiques, professionnels du secteur et centres de recherche engagés dans la filière énergétique pour échanger sur les dernières avancées sur l'état de l'art ainsi que pistes de réflexion dans trois domaines. Premièrement, la gouvernance, l'environnement réglementaire et le climat des affaires pour l'accès à l'énergie, ainsi que la définition et la mise en œuvre de stratégies énergétiques, visant bien sûr les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. Le deuxième thème s'articule autour de l'intégration des énergies renouvelables dans les systèmes électriques. Le troisième thème, c'est l'efficacité énergétique dans l'industrie et dans le secteur du bâtiment car ce qui coûte le moins, c'est l'électricité qui n'est pas produite.

### Question : Qu'attendez-vous de ce Forum ?

H.M : Il s'agit avant tout de créer des liens pérennes entre les acteurs de l'énergie et de partager leurs expériences puisque le but du programme COI-ENERGIES, c'est un meilleur accès à l'énergie pour les populations de la

région. Ce Forum est un forum « business-to-business », un forum de professionnels, qui a comme objectif la pérennisation des actions du **programme COI-ENERGIES**. Celui-ci a une durée limitée mais il sous-tend la pérennisation de toutes ses actions. C'est le cas notamment dans le domaine de la stratégie économique puisque nous mettons en place des stratégies nationales et des systèmes d'information énergétiques nationaux. Nous prévoyons également la création et le développement d'un Cluster d'entreprises et de centres de recherches en matière d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique.

**Question : La COI a lancé le programme COI-ENERGIES pour ses Etats membres. Pouvez-vous nous parler de l'état d'avancement du projet ?**

H.M : Financé par le 10ème FED, l'objectif du **programme COI-ENERGIES** est de promouvoir les énergies renouvelables (ER) et l'efficacité énergétique (EE) dans nos Etats membres. Les résultats attendus sont une stratégie énergétique régionale focalisée sur le développement des compétences et des institutions, une stratégie de communication et de sensibilisation sur les ER et l'EE, un cadre réglementaire et un climat des affaires favorisant la production d'électricité d'origine renouvelable, le renforcement des capacités des organismes gouvernementaux et des investisseurs privés en termes de conception, d'ingénierie, de construction et de gestion de systèmes décentralisés de production électrique et d'énergie basée sur des sources d'énergie renouvelables et enfin, des normes de performance énergétique pour les bâtiments neufs et les appareils électroménagers. Du fait que nous entrons dans la dernière année de mise en œuvre du programme qui se terminera en juin 2019, l'équipe technique met les bouchées doubles pour répondre à ces objectifs, d'autant plus que les enjeux de la transition énergétique sont considérables !

**Question : Que pensez-vous de la situation actuelle aux Comores en matière d'énergie durable ?**

H.M : Aujourd'hui, les Comores importent 90% de leur énergie commerciale sous la forme de combustibles fossiles. Les énergies renouvelables n'y représentent qu'1% de l'électricité produite. Mais dans sa vision 2030 et à travers les Assises de l'énergie organisées au mois d'août 2017, le pays a réaffirmé son engagement pour porter la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique comorien de 50% d'ici 2030. **La COI**, à travers son **programme Energies**, y contribuera.

**Question : Aujourd'hui, quel Etat membre de la COI est considéré comme étant le plus avancé en énergies durables et quels sont les mécanismes qu'il a mis en place pour y arriver ?**

H.M : La Réunion a indéniablement actuellement une longueur d'avance en termes d'intégration des énergies renouvelables dans son système électrique. En 2016, plus de 34% de l'énergie qui y était produite provenait de sources renouvelables. Cette réussite est basée sur un nombre de facteurs dont des subventions et autres incitations de l'Etat.



**Question : Ces mécanismes sont-ils valables pour les autres pays membres ?**

H.M : Pas nécessairement. Malgré notre communauté de destin et nos similarités, les niveaux de développement économiques des pays de la région ne sont pas uniformes. Cette hétérogénéité économique fait que nos États membres peuvent avoir des priorités immédiates différentes en termes de politique énergétique. Pour certains, c'est en premier l'accès universel à l'énergie, c'est-à-dire l'électrification du territoire, pour d'autres, la transition vers un mix énergétique intégrant plus d'énergies renouvelables est l'actualité des parties prenantes. Ce Forum se veut justement être un lieu de rencontres et d'affaires dont pourront bénéficier tous les participants, y compris bien sûr ceux des Comores, avec une approche globale du marché des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique afin de répondre aux ambitions, besoins et enjeux du développement durable.

**Question : Le programme COI-ENERGIES va travailler avec l'International Renewable Energy Agency (IRENA). Comment comptez-vous vous y prendre ?**

H.M : Nous avons initié des contacts avec IRENA et souhaitons pouvoir travailler ensemble. Leighton Waterman, Programme Officer de la SIDS Lighthouse Initiative de l'IRENA, fera une présentation lors du Forum. L'intitulé de celle-ci est, « Le mix électrique du futur dans les pays en développement : comment utiliser au mieux les outils d'évaluation et de calcul ». Ce sera l'occasion d'approfondir les pistes de coopération.

**Question : Quels sont les principaux obstacles au développement des énergies propres dans notre sous-région ?**

H.M : Les Etats membres de la COI sont des Etats insulaires et l'intégration des énergies renouvelables dans les systèmes électriques insulaires posent un certain nombre de contraintes et de questions. Puisqu'il s'agit d'îles, il n'est pas possible de penser en termes d'interconnexion et de marché régional de l'énergie. L'autre caractéristique est géographique et climatique : nous sommes dans une région qui bénéficie d'un ensoleillement important et qui est entourée de mer. Cependant, l'énergie solaire est une énergie intermittente et ne peut en aucun cas assurer aujourd'hui la totalité des ressources énergétiques de nos îles. Pour ce qui concerne l'énergie marine, le monde en est encore à un stade de démonstrations pilotes. Restent les autres énergies alternatives comme la géothermie qui a l'immense avantage de pouvoir générer de l'électricité en base. Les Comores ont effectué des recherches prometteuses qu'il s'agit de continuer pour transformer l'essai.

**Propos recueillis par Mohamed Youssouf**

# COI et ses Projets

Energies Renouvelables

04 Mai 2018

<http://www.newsmada.com/2018/05/04/denis-levy-coi-energies-nous-soutenons-les-etats-membres-dans-leur-transition-energetique/>



## Denis Levy-**COI énergies** : « Nous soutenons les États membres dans leur transition énergétique »



Du 28 au 30 mai, le premier forum régional des énergies durables se tiendra à Maurice. Madagascar, en tant que pays membre, sera de la partie. Le chef de **programme de la COI-Énergies** Denis Levy, a développé les objectifs ainsi que les enjeux du programme.

### \* **Les Nouvelles : Quelles sont les missions principales du programme **COI-ENERGIES** ?**

– Denis Levy : **COI-ENERGIES** est un programme financé par le 10e Fed et mis en œuvre par **la Commission de l'océan Indien (COI)**. L'objectif est le développement des énergies renouvelables et l'amélioration de l'efficacité énergétique dans tout État membre de **la COI**.

### \* **Sous quelles formes ?**

– À ce titre, plusieurs actions sont mises en œuvre afin de développer une stratégie énergétique. Comme celles de sensibiliser les acteurs aux énergies durables, de développer un cadre réglementaire et instaurer un climat des affaires favorable à leur intégration dans les systèmes électriques insulaires, de développer la capacité de conception, d'ingénierie de construction et de gestion de systèmes décentralisés de production électrique et d'énergie basés sur des ressources renouvelables pour les organismes gouvernementaux et les investisseurs privés. Et d'améliorer l'efficacité énergétique dans les bâtiments et chez les gros consommateurs d'énergie.

### \* **Quels sont les enjeux du programme pour les pays membres ?**

– Le mix énergétique de nos États insulaires est encore trop dépendant des énergies fossiles. 81% de l'énergie primaire est importée, pétrole et charbon. Il s'agit donc de soutenir les États membres de **la COI** dans leur transition énergétique renouvelables et plus efficaces.

**\* Toutefois cette transition pose des défis énormes...**

– Nos États membres ont à faire face à différents défis pour assurer leur transition énergétique : mettre en place des structures appropriées et conformément au cadre réglementaire, instaurer un climat des affaires permettant aux opérateurs privés d'investir dans le développement des énergies renouvelables... Et nous soutenons les États membres dans leur transition énergétique.

**\* Quelles sont les résolutions attendues après le Forum ?**

– En tout premier lieu et dans la suite logique de cette manifestation, qui réunira les professionnels de tous les États membres de **la COI**, créer un Cluster d'entreprises et de centres de recherche au niveau de nos États membres puis développer le dialogue qui sera renforcé entre les différents acteurs dans nos États membres. Ils ont beaucoup de choses à échanger et à apporter les uns aux autres dans des contextes différents mais qui, au fond, se rejoignent parfaitement.

**Recueillis par Nadia**

## Iles Vanille L'obstacle aérien



Plus de sept ans après sa création, quel bilan pour le regroupement îles Vanille ? L'offre, vendeuse à l'international et pour les croisières, est quasi stagnante au niveau des vols et du tourisme inter-îles. L'aérien serait-il un frein à l'ancrage permanent de ce concept touristique dans la région ?

Les nations insulaires de l'océan Indien ont fait un bond en avant en 2010 en s'associant pour la création des îles Vanille, organisme visant à favoriser le tourisme dans l'océan Indien et particulièrement le tourisme inter-îles. Il regroupe les Seychelles, Maurice, La Réunion, Mayotte, Madagascar et les Comores (les Maldives ont pris la porte de sortie en 2016). Chaque pays en a assuré la présidence sur une base rotationnelle annuelle. Plus de sept ans après, le bilan est plutôt positif, apprend-on, alors que la fréquentation touristique dans l'océan Indien progresse continuellement. Outre le fait de tabler sur la diversité socio-culturelle et paysagère originale de la région, l'ambition des îles Vanille est aussi de supporter la concurrence internationale, à l'instar des Caraïbes qui disposent des mêmes atouts, cependant avec des tarifs plus avantageux en matière de liaisons aériennes depuis ses principaux marchés émetteurs entre les îles. Globalement, les îles de l'océan Indien représentent moins de 1 % du flux touristique global – sur les 500 millions de touristes qui prennent l'avion chaque année, l'indianocéanie n'attire que 2 millions à peine, soit 0,04 % en 2012.



**La Commission de l'océan Indien (COI)**, qui apporte son soutien au développement de ce label, l'a fait ressortir à plusieurs reprises : le concept îles Vanille ne sera réellement porteur qu'à condition d'une redéfinition de la stratégie aérienne régionale, notamment en ce qui concerne la mobilité

inter-îles. Au regard des chiffres, le bilan est plutôt satisfaisant, observe Pascal Viroleau, Chief Executive Officer des îles Vanille. Les combinés, avance-t-il, ont beaucoup progressé, avec aujourd'hui plus de 100 000 personnes arrivant dans l'océan Indien pour visiter au moins deux îles. Alors qu'au niveau des croisières, le chiffre a été multiplié par trois depuis 2014. «L'objectif de compter 500 000 passagers en 2020 sera atteint. Le concept a été créé en 2010 et le démarrage s'est fait progressivement. Ce n'est que depuis 2014 qu'une équipe et des moyens dédiés permettent la réalisation d'actions d'envergure», note Pascal Viroleau.

Celui-ci souligne que pour l'heure tous les objectifs ont été atteints, dont la mise en place d'ateliers de formation pour les comités du tourisme. Questionné sur le fait que le regroupement îles Vanille pourrait n'être qu'un slogan creux, Pascal Viroleau argumente qu'au contraire, les chiffres sont éloquentes. Ainsi, il fait ressortir que les arrivées inter-îles pour les croisières sont passées de 14 000 à près de 40 000 en trois ans. Les perspectives s'annoncent ainsi bonnes pour les saisons à venir.

Le concept ne sera porteur qu'à condition d'une redéfinition de la stratégie aérienne

### **une destination touristique de choix**

Alain St. Ange, ancien ministre du Tourisme des Seychelles et ancien président du concept îles Vanille, abonde dans le même sens. Il rappelle que Pascal Viroleau participe à plusieurs événements internationaux autour du tourisme pour fédérer le concept et véhiculer le message des îles Vanille. Cette mission prend du temps et requiert la ténacité d'y croire afin de pouvoir concrètement positionner l'océan Indien comme une destination touristique de choix «Lorsqu'on parle d'un groupe, il est important à la fois de rester unis et de ne pas freiner les dynamiques. C'est pour cela qu'il existe des actions bilatérales entre deux ou plusieurs îles afin de permettre à tout le monde de trouver son compte», fait part Pascal Viroleau. Or, la question de l'aérien a divisé les composantes des îles Vanille à plusieurs reprises. Le rêve d'une ligne aérienne régionale qui faciliterait les combinés inter-îles se dessine encore dans les grandes lignes. Dans une étude publiée en juillet 2013 (The way forward for Indian Ocean Island tourism economies: Is there a role for regional integration?), la Banque mondiale recense les principaux défis de la connectivité aérienne en indianocéanie. Elle pointe du doigt l'étroitesse des routes aériennes régionales et des fréquences, et souligne le coût exorbitant des vols intrarégionaux (613 % plus chers que les vols intra-européens ; 182 % plus chers que les vols intra-caribéens).

Alors qu'un rapport de **la COI** intitulé Les ailes de l'indianocéanie : plaidoyer pour une stratégie régionale du transport aérien, met en exergue le fait que de manière générale les interventions des gouvernements dans la vie économique, en particulier les innovations fiscales désordonnées, la préférence donnée aux accords bilatéraux et les barrières protectionnistes qui obéissent à une logique d'urgence, constituent autant d'obstacles à

l'intégration régionale, tandis que l'industrie aérienne doit sa croissance à celle du flux du commerce et de passagers, ces politiques de gribouille ont eu raison d'Air Océan Indien et ont contribué au ralentissement économique. Cependant, Pascal Viroleau le souligne d'emblée : le développement de l'aérien ne fait pas partie de la mission des îles Vanille. «Cela dit, certaines lignes aériennes ont mis en place des tarifs particuliers pour des combinés, alors que d'autres nous soutiennent un peu plus, en nous permettant de faire venir des journalistes ou de nous déplacer», indique-t-il. L'action principale, observe Pascal Viroleau, se fait principalement sur les croisières et directement auprès des compagnies car le marché est particulier et la demande est supérieure à l'offre.

### Une ligne aérienne régionale nécessaire



La clef, poursuit-il, réside dans le fait d'avoir des bateaux positionnés. La direction de l'action des îles Vanille sur les combinés inter-îles est ainsi secondaire par rapport à la croisière. «Elle n'intervenait que sur des marchés spécifiques, sur

lesquels les principaux tour-opérateurs ont non seulement été sensibilisés, mais encore où une aide leur a été apportée pour le développement de leurs produits», soutient-il.

C'est ce fait précis que déplore le rapport de **la COI**. Peut-on prétendre promouvoir l'attractivité touristique de la région tout en se passant d'une desserte intra-régionale économique et à fréquence régulière ? Comment les petites compagnies aériennes de la région font-elles face à l'augmentation des coûts d'opération ? Servent-elles de façon adéquate les intérêts de leurs clients : touristes, passagers de la région et opérateurs économiques ? Les prix en vigueur sont-ils justifiés par rapport à ceux pratiqués dans le reste du monde ? Les compagnies aériennes régionales sont-elles viables à moyen et long terme ? Peuvent-elles résister aux majors internationaux et au phénomène de concentration ? Peuvent-elles abandonner leur logique de concurrence au profit d'une réelle mutualisation de leurs ressources et de leurs moyens ? Peut-on envisager une compagnie régionale issue de la fusion des actuelles compagnies ? Quel rôle accorder aux compagnies nationales ? À quel niveau situer l'action de l'État ? Autant de questions que soulève ce rapport.

Pour Alain St. Ange, certaines des lignes aériennes régionales ont joué le jeu en étant des partenaires solides alors que d'autres auraient pu mieux faire. Certaines lignes aériennes des membres des îles Vanille, selon lui,

n'ont pas encore pris conscience du fait qu'un label îles Vanille solide contribuerait à leur propre succès. Il est confiant que tôt ou tard elles seront plus aptes à faire preuve d'initiative. Entre-temps, observe Alain St. Ange, elles passeront peut-être par des moments difficiles faute de tirer profit d'un tel avantage

Il donne à ce sujet une explication très simple : la politique. Une ligne aérienne régionale se présente comme une condition sine qua none pour le tourisme dans la région. Or, elle pourrait nuire à la bonne santé commerciale des opérateurs locaux. Cette solution est cependant un mal nécessaire si l'on veut accéder au développement du tourisme inter-îles et concrètement booster ces économies, insiste Alain St. Ange et d'ajouter : *«Une chose est sûre : ce sont les populations des îles respectives qui en sortiront gagnantes»*. Autant de facteurs qui poussent Pascal Viroleau à affirmer que les îles Vanille ne sont pas qu'un slogan, et cela malgré les efforts nécessaires à son réel positionnement en tant que label permanent.

**Par Business Magazine**

## Connaissance et gestion des espèces exotiques envahissantes (EEE) dans les Iles du Sud Ouest de l'Océan Indien



Ce sont quelques uns des objets visés par le projet régional des Iles du sud-ouest de l'Océan indien (EEE) est mis en œuvre dans 3 îles de notre sous-région (Comores, Seychelles Rodrigues) sous forme des projets pilotes, est communément connus sous l'appellation d'INVA'ZILES.

INVA'ZILES est financé par l'Union Européenne et sous la tutelle technique de l'Union mondiale pour la Conservation de la Nature (IUCN). Le Dr Alain Tye est le coordinateur régional du projet basé à Maurice au siège de la Commission de l'Océan Indien. Et au niveau des Comores c'est le Cndrs qui assure la mise en œuvre du projet pilote et qui arrive à terme, comme tous les autres projets régionaux, le 31 juillet 2018. Le projet pilote des Comores a démarré tardivement, la durée de sa mise en œuvre est de 15 mois au lieu de 18 pour les autres projets pilotes.

Pour l'heure, le projet est parvenu à effectuer 335 transects et points d'observation des espèces végétales introduites dans les 3 îles de Ngazidja, d'Anjouan et de Mohéli, sur la base d'environ 600 espèces introduites obtenues d'une compilation bibliographique. Et ce, dans ce cadre qu'un atelier national va se tenir très prochainement portant sur la hiérarchisation des EEE des Comores. Cet atelier sera modéré par le Dr Christophe La Vergne, du Conservatoire Botanique de Macasrin (Île de la Réunion) avec l'application d'une méthodologie que ce dernier a développée. D'autres collègues de la région seront également invités à cet atelier. Il va ressortir pour la première fois une liste nationale hiérarchisée des EEE des Comores. Ça sera une première dans l'histoire des introductions biologiques aux Comores.

Par ailleurs une organisation néozélandaise a été sélectionnée par l'UICN pour effectuer une « étude coût et bénéfice » dans la sous-région. Une mission a séjourné à Ngazidja à cet effet au cours du mois de mars dernier.



Aussi, un bureau de communication est chargé de réaliser un film sur les EEE aux Comores. Le projet projette d'organiser un évènement à partir des expositions (Divers posters), table ronde, projections vidéo.

Le point le plus important du Projet porte sur l'élaboration d'une stratégie nationale et un plan d'action des EEE. L'identification d'un expert est en cours, pour animer des sessions de travail dans le cadre de l'élaboration de cette stratégie nationale des EEE accompagné avec un plan d'action. Pour rappel, le cadre juridique du pays ouvre des très bonnes perspectives en se référant de l'article 44 de la loi-cadre relative à l'environnement tel que modifié par l'article 1<sup>er</sup> de la loi modificative n°95-007/AF du 19 juin 1995, qui stipule que « L'importation dans chacune des îles de l'union des Comores d'espèces vivantes exotiques est interdites, sauf dérogation du Ministère de l'Environnement, après avis d'une institution scientifique nationale agréée, pour des espèces présentant un intérêt économique indiscutable et sans danger pour l'équilibre écologique de l'archipel. »

**Hachime Abdérémane**

## Third International Year of the Reef launch on May 9

The year 2018 has been declared the third International Year of the Reef (IYOR) by the International Coral Reef Initiative (ICRI). In Seychelles, the ceremony to launch the third IYOR will take place on Wednesday May 9 at 2pm at the Four Seasons Hotel, Baie Lazare.

The first IYOR was held in 1997, the second followed in 2008, and each IYOR aims to raise awareness of coral reefs and the increasing threats they face. The 2018 IYOR specifically aims to:

- Strengthen global awareness, particularly of the value of coral reefs, the threats they are facing, and the threats experienced by associated ecosystems, such as mangroves and sea grass meadows.
- Promote partnerships between governments, the private sector and public sector, for the sustainable management of coral reefs. With a focus on the development and implementation of better management strategies, which will increase the resilience of coral reef ecosystems and ensure the sustainable use of coral reef resources for future generations.
- Create platforms, through which we can better share best practice examples of coral reef management strategies both locally and internationally.

Seychelles is a nation with the ocean at its heart and one which economically, socially, and environmentally relies heavily on its coral reefs for coastal protection, tourism and fisheries. Therefore, the 2018 IYOR is a great opportunity to both celebrate Seychelles' coral reefs, and to get together to discuss what can be done to make their future look a little brighter.

The Ministry of Environment, Energy and Climate Change, non-governmental organisations and stakeholders from the public and private sectors, have come together to form a Seychelles IYOR steering committee, and over the coming months will be holding public events and activities to raise awareness of and promote Seychelles' coral reefs.

These include the IYOR 2018 launch ceremony, a social media campaign, activities in schools, IYOR information stands at public fairs, a series of public seminars, a coral symposium and screenings of coral reef related documentaries.

## Effets néfastes du changement climatique: Les secteurs économiques les plus touchés

A Madagascar, les secteurs économiques les plus touchés par les effets néfastes du changement climatique sont l'agriculture, l'élevage, la foresterie, les ressources en eau, la pêche et la santé. Pour profiter de moyens de subsistance durables dans un contexte de changement climatique, les populations locales des régions Analamanga, Atsinanana, Androy, Anosy et Atsimo Andrefana doivent trouver un moyen pour renforcer leurs capacités d'adaptation et de résilience, ce qui est l'objectif fixé par le projet proposé.

À cet effet, plusieurs obstacles doivent être surmontés : la pression anthropique sur les ressources naturelles, le manque de capacités techniques et financières, l'accès difficile au crédit et aux intrants, le manque d'infrastructures d'eau et d'assainissement, le manque d'informations agrométéorologiques et climatiques pour informer les processus de décision sur l'adaptation au changement climatique, le manque de sensibilisation sur les impacts du changement climatique et des options d'adaptation possibles de la part des décideurs et le manque de coordination des interventions d'adaptation entre les secteurs.

En conséquence, le pays a bénéficié de l'appui financier du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM/LDCF) et du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) pour mettre en œuvre le projet intitulé « Amélioration des capacités d'adaptation et de résilience des communautés rurales face au changement climatique (PACARC) dans les Régions Analamanga, Atsinanana, Anosy, Androy, Atsimo Andrefana à Madagascar ». Ce projet vise à répondre aux différents obstacles sus-énumérés par la réalisation des trois principaux résultats suivants.

Le premier résultat vise à accroître la prise de conscience et renforcer les capacités des décideurs, des techniciens et des communautés vulnérables en termes d'Adaptation au Changement Climatique (ACC). Cet appui en sensibilisation contribuera à créer un cadre politique solide, y compris les aspects de l'ACC, et de construire une capacité technique vitale sur lesquelles on peut fonder la mise en œuvre d'autres composantes du projet. Ce premier résultat permettra la mise en place des bases institutionnelles, structurelles et techniques nécessaires pour diffuser les mesures et les technologies d'adaptation appropriées.

Le deuxième résultat vise à assurer la collecte et la production d'informations climatiques et météorologiques fiables. Diffuser cette information de manière qui répond aux besoins des utilisateurs finaux favorisera la prise de décisions éclairées en ce qui concerne le climat et les conditions météorologiques. Enfin, le troisième résultat vise à transférer les mesures d'adaptation, les options et technologies aux communautés vulnérables dans les régions sélectionnées à l'aide d'une approche participative, en s'appuyant sur les capacités renforcées obtenus grâce à la première composante, et les informations et les prévisions agrométéorologiques produites par la deuxième composante.

## Marjaana Sall: «Le partenariat avec l'UE propulsera Maurice au statut de pays à revenu élevé»



Marjaana Sall, ambassadrice de l'UE à Maurice se réjouit de la longue collaboration de l'Union européenne (UE) avec Maurice. Cela a permis au pays de passer à un nouveau palier de son développement en s'appuyant sur des financements, près de 300

millions d'euros (Rs12.6 Mds) en huit ans, en attendant une enveloppe de 48 millions programmée pour les quatre prochaines années.

### **Demain, le 10 mai, c'est «Europe Day», l'occasion de se livrer à une introspection sur le partenariat économique entre Maurice et l'UE qui dure depuis un bon moment. Comment se présente aujourd'hui cette coopération ?**

C'est un partenariat solide, élargi et ancré dans les réalités du pays. Cela dure depuis une quarantaine d'années. Visiblement, il a bénéficié à l'ensemble de la population et ce, à différentes étapes du développement économique de Maurice. En huit ans, soit de 2010 à 2018, le pays a bénéficié de financements de 300 millions d'euros de l'UE sous forme de soutien budgétaire pour réformer l'économie du pays tout en la rendant plus compétitive pour s'intégrer dans l'économie mondiale. Force est de constater toutefois que le plus gros de ce soutien budgétaire a été canalisé vers le secteur sucre pour mieux le préparer à affronter les défis découlant de l'expiration du Protocole Sucre. Et ce, en procédant à sa modernisation et en créant de la capacité pour permettre le développement d'une industrie cannière. Tout cela m'amène à affirmer que, globalement, je peux me réjouir de ce partenariat qui ira en se consolidant.

«De 2010 à 2018, le pays a bénéficié de financements de 300 millions d'euros de l'UE sous forme de soutien budgétaire pour réformer l'économie.»

## **Aujourd'hui, ce partenariat passe à une nouvelle étape avec le démarrage d'un programme bilatéral axé sur de nouveaux secteurs ?**

Tout à fait. C'est une enveloppe de 48 millions d'euros que l'UE déboursa pour financer un certain nombre de projets liés à l'éducation tertiaire, aux recherches, à l'innovation ainsi qu'à une multitude de projets. Les négociations pour finaliser ce nouvel accord de coopération se poursuivent toujours. En ce qui concerne l'éducation tertiaire, l'UE interviendra pour répondre à l'inadéquation entre les compétences requises pour le marché du travail et l'offre de formations proposée par les institutions d'enseignement supérieur. Nous estimons qu'une fois réglée, cette problématique influera positivement sur la croissance économique du pays et positionnera Maurice au statut de pays à revenu élevé. Ce programme de coopération concerne également les changements climatiques et le développement d'une agriculture intelligente. Le soutien de l'UE porte sur la dimension écologique que nous comptons apporter au Business Model des opérateurs privés. D'ailleurs, durant l'Europe Week qui a commencé lundi dernier, nous lançons des activités visant à protéger l'environnement et rendre l'industrie touristique écologiquement sensible. C'est un programme dont les opérateurs hôteliers et touristiques prendront certes avantage. Un autre volet de notre intervention porte sur l'Accord de partenariat économique (APE), dans des pays de la région, plus particulièrement sur la composante commerce et, accessoirement, sur le développement du secteur privé. À ce jour, cet accord a été signé avec Maurice, Madagascar, les Seychelles, le Zimbabwe et, tout récemment, avec les Comores. Dans ce dernier cas, l'accord n'a pas encore été ratifié. Cet accord a le mérite de permettre aux pays signataires d'exporter librement, sans droits de douane et sans quotas, une multitude de produits vers l'UE qui représente un marché de 500 millions d'habitants. Contrairement aux autres accords commerciaux, celui d'APE est asymétrique, c'est-à-dire qu'il n'y a aucune obligation légale d'appliquer la réciprocité en termes d'échanges commerciaux. L'APE privilégie en fait la notion de partenariat et de développement avec à la clé l'intégration économique régionale et la croissance parmi ces pays de la région pour les accompagner éventuellement à avoir accès à un marché global.

## **Que fait l'UE pour permettre à l'APE d'être ce véritable instrument de développement régional ?**

L'UE travaille actuellement à la mise en place d'un Development Cooperation Fund en vue de permettre à l'APE d'accélérer sa mission dans cette partie du monde. Soit de créer un environnement économique favorisant les affaires. Pour cela, l'UE apporte son soutien financier, au coût de 7 millions d'euros, à la mise en place du mécanisme d'E-Licensing, une plateforme digitale pour traiter les appels d'offres en ligne. Exécuté par l'Economic Development Board (EDB), ce projet permettra aux éventuels investisseurs qui se plaignent de longues procédures par rapport au traitement des dossiers d'appels d'offres d'avoir un seul point d'entrée, une stop-shop où tous les permis sont traités

électroniquement. Cette plateforme a l'avantage d'améliorer l'efficacité du système tout en réduisant les lourdeurs administratives et les risques de corruption. Ce projet, dont le financement est échelonné sur quatre ans et qui a été lancé par le Premier ministre l'année dernière, constitue le programme-phare de notre semaine européenne.

Et quid de la présence régionale de l'UE par le biais de la Commission de l'océan Indien (COI) et d'autres blocs régionaux en Afrique ? Effectivement, l'UE est fortement impliquée dans le financement des projets de la COI, à près de 80 %. Une démarche qui permet aux pays membres de cette instance de s'intégrer économiquement dans la région, voire à l'échelle européenne. À cet effet, nous déboursions un budget de 8 millions d'euros pour financer un programme visant à améliorer l'entrepreneuriat et la compétitivité économique des pays de cette organisation. Notre objectif est de donner un coup de fouet au commerce intra-COI, qui est relativement faible, tout en préparant les États membres à augmenter leurs exportations vers l'UE. Notre bureau mise sur la création d'un EU Business Centre, une nouvelle entité que la COI aura l'occasion d'abriter prochainement. Le centre mettra à la disposition des opérateurs économiques une banque de données sur le profil financier de chaque État pour mieux le guider et le faciliter dans sa stratégie d'exportation.

Pour le moment, on ne sait pas encore quel État abritera ce Business Centre, un projet nouveau qui n'existe nulle part ailleurs dans le monde. Nous travaillons avec les Chambres de commerce et d'industrie des pays de l'océan Indien pour définir ses contours. Un des dossiers qui préoccupent l'État mauricien est sans doute le Brexit, avec notamment les conséquences économiques sur nos exportations au Royaume-Uni. Que peut-on dire à ce stade ? Je ne peux parler du cas de Maurice spécifiquement car les relations commerciales de Maurice avec la Grande-Bretagne se font en grande partie au niveau des accords bilatéraux. En revanche, je peux m'appesantir sur le calendrier du Brexit au sein de l'UE et du retrait final qui interviendra en mars/avril 2019. Et là je dois me référer aux grandes orientations adoptées par le Conseil européen (article 50) lors de la réunion du 23 mars dernier. À savoir que l'Union européenne est déterminée à avoir un partenariat aussi étroit que possible avec le Royaume-Uni à l'avenir. Ce partenariat devrait porter toutefois sur la coopération commerciale et la coopération économique ainsi que sur d'autres domaines, notamment la lutte contre le terrorisme et la criminalité internationale, ainsi que la politique étrangère, de sécurité et de défense.

Mais il faut faire ressortir que le Conseil européen doit tenir compte des positions exprimées à plusieurs reprises par le Royaume-Uni, qui limitent l'ampleur d'un tel partenariat futur. Il est clair que le fait d'être en dehors de l'union douanière et du marché unique conduira inévitablement à des frictions en matière commerciale. Cela aura malheureusement des conséquences économiques négatives, en particulier au Royaume-Uni. Quant au calendrier qui a été décidé, entre le 8-19 octobre prochain le

texte final sera à l'agenda d'un nouveau sommet européen. C'est la date limite fixée pour conclure les négociations et parvenir à un accord incluant l'organisation du divorce et la période de transition.

«L'APE privilégie en fait la notion de partenariat et de développement avec à la clé l'intégration économique régionale et la croissance parmi ces pays de la région.» Cela doit permettre à l'accord d'être formellement validé par les États membres et soumis à l'approbation du Parlement européen. Enfin, il y a le 29 mars, date à laquelle le Royaume-Uni quitte définitivement l'Union européenne et devient un simple passager de l'UE.

**Les économistes s'accordent à dire que la zone euro connaît actuellement une reprise économique. À quoi attribuez-vous cette nouvelle situation ?**

Les taux de croissance de la zone euro et de l'Union européenne ont dépassé les prévisions l'an dernier, le passage de la phase de reprise économique à la phase d'expansion se poursuivant. Selon nos estimations, l'économie de la zone euro et celle de l'ensemble de l'UE ont enregistré une progression de 2,4 % en 2017, la plus soutenue depuis dix ans. Cette bonne performance devrait se répéter en 2018 et 2019, avec des taux de croissance de 2,3 % et 2 % respectivement, aussi bien dans la zone euro que dans l'UE. Cette amélioration des perspectives résulte à la fois d'une meilleure dynamique conjoncturelle en Europe, où l'embellie sur le marché du travail se poursuit et où la confiance économique est particulièrement élevée, et d'un redressement plus marqué que prévu de l'activité économique mondiale et des échanges commerciaux internationaux. « La création d'un EU Business Centre , que la COI aura l'occasion d'abriter , mettra à la disposition des opérateurs économiques une banque de données sur le profil financier de chaque État. »

**Par Villen Anganan**



Questions à Karuna Rana, coordinatrice du Commonwealth Youth Climate Change Network

# «La plupart des déchets plastiques collectés n'étaient pas recyclés»

Karuna Rana, 30 ans, a représenté Maurice au Commonwealth Youth Forum en tant que coordinatrice du Commc Climate Change Network. Avec la SIDS Youth Aims Hub Mauritius, elle bataille pour la fin du plastique.

Vous avez eu l'occasion de mener votre groupe de lutte contre la pollution plastique à l'échelle internationale. Avez-vous aussi pu parler de la Tap Water Revolution ? Comment cela s'est passé ?

Oui, j'ai eu l'occasion de parler de notre projet Tap Water Revolution à quelques reprises cette année, la dernière en date étant sur BBC News. Durant mon séjour à Londres, alors que je par-

ticipais au Commonwealth Youth Forum, j'ai pu évoquer le travail de mon organisation, la SIDS Youth Aims Hub (SYAH), dans les océans, de la pollution plastique, du changement climatique et, bien sûr, de la Tap Water Revolution. Ce projet a suscité beaucoup d'intérêt. Les participants ont vraiment aimé la façon dont nous avons combiné la question de l'eau potable à la pollution du plastique.

J'ai aussi eu l'occasion de prendre la parole sur les

mêmes sujets, en me servant de l'exemple de Maurice en tant que petit Etat insulaire à la réunion annuelle du World Economic Forum à Davos, en Suisse. La réunion a eu lieu en janvier. J'ai été invitée comme membre de la délégation de 50 Global Shapers. La communauté Global Shapers est une initiative du World Economic Forum visant à réunir les jeunes dans les centres urbains afin qu'ils puissent mener les changements locaux et mondiaux.

Elle compte plus de 7 000 membres dans plus de 375 villes, dont une à Port-Louis. J'ai eu l'honneur de représenter la communauté Global Shapers lors de cette rencontre unique qui a rassemblé des leaders mondiaux de différents secteurs. J'étais une oratrice aux côtés d'Al Gore et d'autres dirigeants à un panel sur le changement climatique.

Vous avez été en mesure de rencontrer le

prince Harry. Avez-vous pu discuter de la question de l'eau potable du point de vue des bouteilles d'eau en plastique ?

J'ai eu l'occasion de rencontrer le prince Harry et Meghan Markle lors du Commonwealth Youth Forum. Je suis allée pour discuter de l'eau potable et du plastique à usage unique. C'était un événement unique où j'ai pu rencontrer des leaders mondiaux de différents secteurs. J'étais une oratrice aux côtés d'Al Gore et d'autres dirigeants à un panel sur le changement climatique.



Karuna Rana (2<sup>e</sup> de droite du prince Charles) lors d'une rencontre au climat à Londres.

travaillé collectivement pour résoudre un problème. En effet, nous avons décidé de nous battre contre la pollution plastique, nous avons personnellement effectué des nettoyages à divers endroits. Nous avons pensé que ce n'est qu'en se rassemblant les uns sur les autres que l'on pourrait faire la différence à Maurice. Il est de chaque nettoyage, il est de chaque geste de faire trois choses : vérifier les déchets collectés, c'est-à-dire mesurer la quantité de déchets collectés, mais aussi, le plastique recyclable en collectant nos déchets. Nous prenons aussi des photos des déchets collectés et autant que possible, nous recyclons les déchets collectés. Mais c'est là que mon inquiétude augmente.

Nous avons collecté 42 kg de déchets principalement plastiques, en moins de 30 minutes dans un parking d'Edinburg et 63 kg de déchets plastiques dans la plage publique de Marariv. Ce plastique a été composé principalement de bouteilles, de couvercles de bouteille, de couvercles de bouteille, de couvercles de bouteille. La plupart des déchets plas-

tiques collectés n'étaient pas recyclés. Les producteurs de plastique ont une responsabilité dans ce qui est collecté. Nous avons travaillé avec eux pour résoudre un problème. En effet, nous avons décidé de nous battre contre la pollution plastique, nous avons personnellement effectué des nettoyages à divers endroits. Nous avons pensé que ce n'est qu'en se rassemblant les uns sur les autres que l'on pourrait faire la différence à Maurice. Il est de chaque nettoyage, il est de chaque geste de faire trois choses : vérifier les déchets collectés, c'est-à-dire mesurer la quantité de déchets collectés, mais aussi, le plastique recyclable en collectant nos déchets. Nous prenons aussi des photos des déchets collectés et autant que possible, nous recyclons les déchets collectés. Mais c'est là que mon inquiétude augmente.

Nous avons collecté 42 kg de déchets principalement plastiques, en moins de 30 minutes dans un parking d'Edinburg et 63 kg de déchets plastiques dans la plage publique de Marariv. Ce plastique a été composé principalement de bouteilles, de couvercles de bouteille, de couvercles de bouteille. La plupart des déchets plas-

travaillé collectivement pour résoudre un problème. En effet, nous avons décidé de nous battre contre la pollution plastique, nous avons personnellement effectué des nettoyages à divers endroits. Nous avons pensé que ce n'est qu'en se rassemblant les uns sur les autres que l'on pourrait faire la différence à Maurice. Il est de chaque nettoyage, il est de chaque geste de faire trois choses : vérifier les déchets collectés, c'est-à-dire mesurer la quantité de déchets collectés, mais aussi, le plastique recyclable en collectant nos déchets. Nous prenons aussi des photos des déchets collectés et autant que possible, nous recyclons les déchets collectés. Mais c'est là que mon inquiétude augmente.

Nous avons collecté 42 kg de déchets principalement plastiques, en moins de 30 minutes dans un parking d'Edinburg et 63 kg de déchets plastiques dans la plage publique de Marariv. Ce plastique a été composé principalement de bouteilles, de couvercles de bouteille, de couvercles de bouteille. La plupart des déchets plas-

Nous avons collecté 42 kg de déchets principalement plastiques, en moins de 30 minutes dans un parking d'Edinburg et 63 kg de déchets plastiques dans la plage publique de Marariv. Ce plastique a été composé principalement de bouteilles, de couvercles de bouteille, de couvercles de bouteille. La plupart des déchets plas-

Nous avons collecté 42 kg de déchets principalement plastiques, en moins de 30 minutes dans un parking d'Edinburg et 63 kg de déchets plastiques dans la plage publique de Marariv. Ce plastique a été composé principalement de bouteilles, de couvercles de bouteille, de couvercles de bouteille. La plupart des déchets plas-

travaillé collectivement pour résoudre un problème. En effet, nous avons décidé de nous battre contre la pollution plastique, nous avons personnellement effectué des nettoyages à divers endroits. Nous avons pensé que ce n'est qu'en se rassemblant les uns sur les autres que l'on pourrait faire la différence à Maurice. Il est de chaque nettoyage, il est de chaque geste de faire trois choses : vérifier les déchets collectés, c'est-à-dire mesurer la quantité de déchets collectés, mais aussi, le plastique recyclable en collectant nos déchets. Nous prenons aussi des photos des déchets collectés et autant que possible, nous recyclons les déchets collectés. Mais c'est là que mon inquiétude augmente.

Nous avons collecté 42 kg de déchets principalement plastiques, en moins de 30 minutes dans un parking d'Edinburg et 63 kg de déchets plastiques dans la plage publique de Marariv. Ce plastique a été composé principalement de bouteilles, de couvercles de bouteille, de couvercles de bouteille. La plupart des déchets plas-

Nous avons collecté 42 kg de déchets principalement plastiques, en moins de 30 minutes dans un parking d'Edinburg et 63 kg de déchets plastiques dans la plage publique de Marariv. Ce plastique a été composé principalement de bouteilles, de couvercles de bouteille, de couvercles de bouteille. La plupart des déchets plas-

Nous avons collecté 42 kg de déchets principalement plastiques, en moins de 30 minutes dans un parking d'Edinburg et 63 kg de déchets plastiques dans la plage publique de Marariv. Ce plastique a été composé principalement de bouteilles, de couvercles de bouteille, de couvercles de bouteille. La plupart des déchets plas-

Nous avons collecté 42 kg de déchets principalement plastiques, en moins de 30 minutes dans un parking d'Edinburg et 63 kg de déchets plastiques dans la plage publique de Marariv. Ce plastique a été composé principalement de bouteilles, de couvercles de bouteille, de couvercles de bouteille. La plupart des déchets plas-

Nous avons collecté 42 kg de déchets principalement plastiques, en moins de 30 minutes dans un parking d'Edinburg et 63 kg de déchets plastiques dans la plage publique de Marariv. Ce plastique a été composé principalement de bouteilles, de couvercles de bouteille, de couvercles de bouteille. La plupart des déchets plas-

Nous avons collecté 42 kg de déchets principalement plastiques, en moins de 30 minutes dans un parking d'Edinburg et 63 kg de déchets plastiques dans la plage publique de Marariv. Ce plastique a été composé principalement de bouteilles, de couvercles de bouteille, de couvercles de bouteille. La plupart des déchets plas-

Nous avons collecté 42 kg de déchets principalement plastiques, en moins de 30 minutes dans un parking d'Edinburg et 63 kg de déchets plastiques dans la plage publique de Marariv. Ce plastique a été composé principalement de bouteilles, de couvercles de bouteille, de couvercles de bouteille. La plupart des déchets plas-

Nous avons collecté 42 kg de déchets principalement plastiques, en moins de 30 minutes dans un parking d'Edinburg et 63 kg de déchets plastiques dans la plage publique de Marariv. Ce plastique a été composé principalement de bouteilles, de couvercles de bouteille, de couvercles de bouteille. La plupart des déchets plas-

## «Les politiques nationales relatives à l'utilisation des bouteilles en plastique doivent encore être renforcées.»

travaillé collectivement pour résoudre un problème. En effet, nous avons décidé de nous battre contre la pollution plastique, nous avons personnellement effectué des nettoyages à divers endroits. Nous avons pensé que ce n'est qu'en se rassemblant les uns sur les autres que l'on pourrait faire la différence à Maurice. Il est de chaque nettoyage, il est de chaque geste de faire trois choses : vérifier les déchets collectés, c'est-à-dire mesurer la quantité de déchets collectés, mais aussi, le plastique recyclable en collectant nos déchets. Nous prenons aussi des photos des déchets collectés et autant que possible, nous recyclons les déchets collectés. Mais c'est là que mon inquiétude augmente.

Nous avons collecté 42 kg de déchets principalement plastiques, en moins de 30 minutes dans un parking d'Edinburg et 63 kg de déchets plastiques dans la plage publique de Marariv. Ce plastique a été composé principalement de bouteilles, de couvercles de bouteille, de couvercles de bouteille. La plupart des déchets plas-

Nous avons collecté 42 kg de déchets principalement plastiques, en moins de 30 minutes dans un parking d'Edinburg et 63 kg de déchets plastiques dans la plage publique de Marariv. Ce plastique a été composé principalement de bouteilles, de couvercles de bouteille, de couvercles de bouteille. La plupart des déchets plas-

Nous avons collecté 42 kg de déchets principalement plastiques, en moins de 30 minutes dans un parking d'Edinburg et 63 kg de déchets plastiques dans la plage publique de Marariv. Ce plastique a été composé principalement de bouteilles, de couvercles de bouteille, de couvercles de bouteille. La plupart des déchets plas-

Nous avons collecté 42 kg de déchets principalement plastiques, en moins de 30 minutes dans un parking d'Edinburg et 63 kg de déchets plastiques dans la plage publique de Marariv. Ce plastique a été composé principalement de bouteilles, de couvercles de bouteille, de couvercles de bouteille. La plupart des déchets plas-

Nous avons collecté 42 kg de déchets principalement plastiques, en moins de 30 minutes dans un parking d'Edinburg et 63 kg de déchets plastiques dans la plage publique de Marariv. Ce plastique a été composé principalement de bouteilles, de couvercles de bouteille, de couvercles de bouteille. La plupart des déchets plas-

travaillé collectivement pour résoudre un problème. En effet, nous avons décidé de nous battre contre la pollution plastique, nous avons personnellement effectué des nettoyages à divers endroits. Nous avons pensé que ce n'est qu'en se rassemblant les uns sur les autres que l'on pourrait faire la différence à Maurice. Il est de chaque nettoyage, il est de chaque geste de faire trois choses : vérifier les déchets collectés, c'est-à-dire mesurer la quantité de déchets collectés, mais aussi, le plastique recyclable en collectant nos déchets. Nous prenons aussi des photos des déchets collectés et autant que possible, nous recyclons les déchets collectés. Mais c'est là que mon inquiétude augmente.

Nous avons collecté 42 kg de déchets principalement plastiques, en moins de 30 minutes dans un parking d'Edinburg et 63 kg de déchets plastiques dans la plage publique de Marariv. Ce plastique a été composé principalement de bouteilles, de couvercles de bouteille, de couvercles de bouteille. La plupart des déchets plas-

Nous avons collecté 42 kg de déchets principalement plastiques, en moins de 30 minutes dans un parking d'Edinburg et 63 kg de déchets plastiques dans la plage publique de Marariv. Ce plastique a été composé principalement de bouteilles, de couvercles de bouteille, de couvercles de bouteille. La plupart des déchets plas-

Nous avons collecté 42 kg de déchets principalement plastiques, en moins de 30 minutes dans un parking d'Edinburg et 63 kg de déchets plastiques dans la plage publique de Marariv. Ce plastique a été composé principalement de bouteilles, de couvercles de bouteille, de couvercles de bouteille. La plupart des déchets plas-

Nous avons collecté 42 kg de déchets principalement plastiques, en moins de 30 minutes dans un parking d'Edinburg et 63 kg de déchets plastiques dans la plage publique de Marariv. Ce plastique a été composé principalement de bouteilles, de couvercles de bouteille, de couvercles de bouteille. La plupart des déchets plas-

Nous avons collecté 42 kg de déchets principalement plastiques, en moins de 30 minutes dans un parking d'Edinburg et 63 kg de déchets plastiques dans la plage publique de Marariv. Ce plastique a été composé principalement de bouteilles, de couvercles de bouteille, de couvercles de bouteille. La plupart des déchets plas-

Nous avons collecté 42 kg de déchets principalement plastiques, en moins de 30 minutes dans un parking d'Edinburg et 63 kg de déchets plastiques dans la plage publique de Marariv. Ce plastique a été composé principalement de bouteilles, de couvercles de bouteille, de couvercles de bouteille. La plupart des déchets plas-

Nous avons collecté 42 kg de déchets principalement plastiques, en moins de 30 minutes dans un parking d'Edinburg et 63 kg de déchets plastiques dans la plage publique de Marariv. Ce plastique a été composé principalement de bouteilles, de couvercles de bouteille, de couvercles de bouteille. La plupart des déchets plas-

Nous avons collecté 42 kg de déchets principalement plastiques, en moins de 30 minutes dans un parking d'Edinburg et 63 kg de déchets plastiques dans la plage publique de Marariv. Ce plastique a été composé principalement de bouteilles, de couvercles de bouteille, de couvercles de bouteille. La plupart des déchets plas-

## Économie bleue : Vers la mise en œuvre d'une stratégie nationale



*L'intersectorialité et l'inclusivité étant les mots d'ordre dans la mise en place d'une économie bleue.*

Plus de soixante-dix participants ont partagé leur savoir-faire à travers des présentations et des discussions sur différentes thématiques clés dans la mise en place de l'économie bleue dans la Grande Île.

Parmi lesquelles, on peut citer, entre autres, la coordination entre toutes les parties prenantes, la mobilisation des ressources financières nécessaires et la

communication ainsi que les orientations stratégiques en vue de la mise en œuvre d'une stratégie nationale de l'économie bleue. C'est ce qu'on a appris à l'issue d'un atelier de discussion et de consolidation de la stratégie nationale de l'économie bleue co-organisé par le Ministère de l'Economie et du Plan et le Secrétariat d'Etat chargé de la Mer, avec l'appui de la FAO, durant deux jours à l'hôtel Carlton.

**Atouts.** « L'objectif est de mobiliser les parties prenantes pour la promotion de l'économie bleue à Madagascar en consultant les secteurs intervenant en mer, à savoir les personnes ressources au niveau des départements ministériels concernés, les représentants du secteur privé, ainsi que les experts nationaux et internationaux. En effet, le pays dispose des atouts considérables pour développer cette économie bleue pour n'en citer que son insularité, son emplacement géostratégique avantageux et la richesse de sa biodiversité », a précisé Andriantsilavo Jean Michel Rabary, directeur de la Valorisation de la mer en Economie Bleue auprès du Secrétariat d'Etat chargé de la Mer.

**Inclusivité.** Dans la foulée, le ministère de l'Economie a souligné l'alignement du projet de développement de l'économie bleue aux documents stratégiques et politiques de l'Etat comme la Politique nationale de Développement (PND) et les Objectifs de Développement Durable (ODD). En outre, des groupes de travail ont enrichi les échanges entre toutes les parties prenantes à l'occasion desquels on a pu relever les opportunités et identifier les menaces dans la mise en œuvre de cette

stratégie. Cet atelier a ainsi permis de recueillir davantage de données allant dans le sens du perfectionnement et de la consolidation du document stratégique en élaboration. En outre, « l'application de l'intersectorialité et de l'inclusivité de cette stratégie s'avère primordiale. Il est également important d'assurer une meilleure coordination et une synergie de tous les secteurs dans sa mise en œuvre tant au niveau national qu'au niveau régional et local. Et les retombées économiques sur la vie de la population doivent être palpables », a-t-il souligné.

Appropriation. Par ailleurs, « d'autres secteurs innovants comme la biotechnologie marine et l'exploitation des énergies renouvelables marines devraient être développés à Madagascar, à part les secteurs traditionnels comme le tourisme, la pêche et l'aquaculture et le transport maritime qui sont tous considérés comme porteurs de l'économie bleue », a-t-il enchaîné. Enfin, le représentant de la FAO à Madagascar, Maurice et Seychelles a réitéré l'importance de la traduction concrète de l'intersectorialité dans la mise en œuvre de la cette stratégie nationale de l'économie bleue afin de lutter contre la pauvreté de la population tout en préservant l'écosystème marin et côtier. Des consultations régionales seront ensuite organisées en vue de sensibiliser le grand public à l'appropriation nationale de ce processus de développement durable.

**Navalona R.**

## Madagascar: replanter la mangrove pour améliorer le quotidien des pêcheurs



image article

Campés sur la terre meuble, des villageois malgaches progressent à reculons et plantent d'un geste ferme une tige verte dans le sol. Ils participent à un programme de replantation de la mangrove, indispensable à leur économie et pour lutter contre le réchauffement climatique.

La campagne de reboisement a duré deux jours à Amboanio, un hameau d'une cinquantaine d'habitants de la région de Melaky, dans l'ouest de l'île. Parmi les volontaires, Clément Joseph Rabenandrasana, 36 ans. La mangrove "protège contre le changement climatique, la montée du niveau de la mer", explique ce pêcheur de crabes.

C'est à quelques kilomètres de là, près du village de Beanjavilo isolé entre mer et mangroves, qu'il relève en pirogue ses filets à crabes, dans les canaux entre les palétuviers. Sous l'impulsion du WWF, qui participe aussi à la restauration des mangroves, les pêcheurs sont incités à ramasser les crabes de plus de 10 centimètres, qui se vendront mieux, en épargnant les petits et les femelles avec des oeufs.

Réunis en coopérative pour avoir plus de poids, ils les vendent ensuite à la société industrielle Copefrito à un prix négocié. Résultat, Clément Joseph Rabenandrasana a vu le prix de vente de ses crabes multiplié par quatre. Le but de ce programme: préserver la mangrove en améliorant la vie des pêcheurs dont les revenus évoluent entre 50 et 80 euros par mois. La région compte environ 50.000 hectares de mangroves, sur 320.000 pour toute l'île, dont une partie est menacée. "On a pris conscience très tardivement de l'importance de cet écosystème", explique Eric Ramanitra du WWF.

Les villageois coupent des palétuviers pour construire leurs cases et les clôtures et pour cuisiner. "Avant je détruisais la mangrove pour avoir de l'argent", reconnaît Clément Joseph Rabenandrasana, qui revendait le bois

pour la construction. Sensibilisé par l'ONG, il a arrêté cette activité. "Aujourd'hui, il y a des zones dédiées, il faut l'accord de la communauté locale pour couper et respecter des tailles minimum", indique Eric Ramanitra. Surtout, les mangroves sont menacées par l'élévation du niveau de la mer et l'ensablement venu de l'amont des rivières qui rompt le fragile équilibre entre eau douce et salée dont ont besoin les palétuviers pour s'épanouir. Avec la mort des arbres, l'érosion ronge les rives, chargeant les rivières d'un limon rouge visible jusque dans la mer. "La mer ne cesse de monter de niveau. Elle emporte tout avec elle !", se désole M. Rabenandrasana.

### **- Restauration active**

Une mauvaise nouvelle, quand Madagascar fait partie des 15 pays les plus touchés par des événements climatiques extrêmes entre 1997 et 2016, selon l'ONG Germanwatch. Les mangroves jouent un rôle de protection indispensable. Elles peuvent atténuer la force des vagues en cas de cyclone, protégeant les villages, et sont de formidables puits à carbone. Elles servent aussi de nurseries aux poissons, aux crabes et aux crevettes - l'"or rose" de Madagascar - et abritent des animaux endémiques comme le pygargue de Madagascar, un rapace.

La population ne mesure pas toujours leur importance. Des migrants, venus de l'arrière-pays pour assurer leur survie, connaissent encore moins ce milieu. "Je ne savais pas que les poissons pondent leurs oeufs dans la mangrove", confie Samuel Razafimamonjy, 59 ans, ancien vendeur de tissus venu de Fianarantsoa, dans l'intérieur des terres, la peau tannée après dix ans dans la région à pêcher en mer en pirogue. Lors des opérations de repiquage menées de janvier à avril par des volontaires, seules deux espèces de palétuviers sont replantées sur les huit présents sur l'île.

"il peut y avoir une tendance à la monoculture", critique Jacques Iltis, géographe à l'Institut de recherche pour le développement. Mais la restauration active reste pour lui la meilleure méthode pour obtenir "l'adhésion des communautés". Dans un pays secoué par les crises politiques et rongé par la corruption, l'objectif est de transférer la gestion des ressources aux communautés locales.

07 Mai 2018

<http://ionnews.mu/video-genre-le-ministere-et-lunion-europeenne-renforcent-le-dialogue-070518/>

## [Vidéo] Genre : Le ministère et l'Union européenne renforcent le dialogue



Améliorer le sort des femmes et des filles figure au rang des objectifs du millénaire pour le développement. Les priorités identifiées pour Maurice concernent, entre autres : l'élimination de toute forme de violence envers elles, dans les sphères publiques et privées ; la santé reproductive et sexuelle ; un salaire égal pour un travail égal ; l'accès à l'éducation ; la représentativité au Parlement. Autant de questions sur lesquelles l'Union européenne (UE) accompagne le pays.

Dans cette optique, un dialogue de haut niveau sur le genre s'est tenu, ce lundi 7 mai, avec des hauts fonctionnaires du ministère de tutelle et l'UE. Un événement qui s'inscrit, par ailleurs, dans la semaine de l'Europe. La session de travail a permis notamment d'entériner le rapport du comité technique qui s'est réuni une première fois le 15 février. Le document établit les priorités pour Maurice, identifiées à partir du Plan d'action 2016-2020 sur le genre de l'Union européenne, de même que les indicateurs dont il faut tenir compte.

La rencontre d'aujourd'hui a également débouché sur la mise sur pied d'un cadre pour le suivi conjoint de la mise en œuvre du Plan d'action.



<https://www.youtube.com/watch?v=Ep9WrUKYxG0>

## Une politique nationale de tourisme durable pour relancer le secteur



La vice-présidence en charge du tourisme, en partenariat avec l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF); a organisé un atelier pour la planification d'une politique nationale du tourisme durable aux Comores. L'idée est de faire des Comores, une destination touristique attrayante à l'instar des pays voisins de l'Océan

Indien.

Les Comores possèdent un potentiel touristique important mais inexploité. Le gouvernement comorien a placé le secteur du tourisme parmi les axes majeurs de la Stratégie de Croissance Accéléré du Développement Durable (SCA2D). Dans ce contexte, la vice-présidence en charge du tourisme a engagé deux consultants pour faire un diagnostic pour un tourisme durable. Il s'agit d'établir des rencontres participatives des acteurs du secteur dans les îles de l'archipel. Hier lundi, des acteurs du tourisme et les deux consultants étaient se sont rencontrés. « Malgré un potentiel exceptionnel, le tourisme aux Comores reste peu développé. Pourtant, de nombreux pays aux profils similaires au nôtre ont effectué au cours des dernières décennies, une transition vers un modèle économique moins dépendant du secteur public et des envois de fonds où le tourisme joue un rôle majeur. Cette transition est sans doute possible aux Comores», montre Mohamed Youssouf, le secrétaire général adjoint à la vice-présidence en charge du tourisme.

Aux yeux du gouvernement, le développement d'un tourisme durable, qui offre des découvertes innovantes avec une implication de la population locale et une préservation de l'environnement, semble judicieux et semble également pouvoir répondre à des enjeux réels du développement durable aux Comores. Pour y parvenir, les autorités comoriennes doivent développer quatre axes majeurs à savoir la connectivité aérienne et maritime, la formation du personnel du tourisme et le renforcement des capacités, la communication pour la promotion du tourisme aux Comores et enfin le

développement des infrastructures et des capacités hôteliers. « L'élaboration d'un plan opérationnel sur le tourisme permettra de lancer une dynamique dans le secteur du tourisme en Union des Comores dans une perspective de création d'activités et d'emplois durables au profit des communautés locales », conclut-il.

**Mohamed Youssouf**